https://www.lepoint.fr/politique/edouard-philippe-je-suis-en-colere-27-05-2025-2590711_20.php

*Le Point, 28 mai*

**Édouard Philippe : « Je suis en colère »**

ENTRETIEN. Retraite, immigration, défense, Macron, Retailleau… Le candidat à l'Élysée promet de la clarté et veut sortir la France du déni.

Tours de piste. L'arrière-petit-fils de docker sur les quais du port du Havre.

*Full text :*

« Je suis en colère », écrit Édouard Philippe en introduction de son livre coup de poing, *Le Prix de nos mensonges*, à paraître le 4 juin (JC Lattès). Un texte court au titre volontairement incisif, un diagnostic sombre mais lucide sur l'état du pays, menacé d'« affaissement » et d'« effondrement », écrit le candidat à la présidentielle.

« Le confort du présent » prime toujours sur « l'effort utile pour le futur », regrette l'ancien Premier ministre, qui appelle à un ressaisissement collectif. Modèle social, retraites, impuissance publique, désenchantement démocratique, défense, immigration et laïcité… Le maire du Havre, que *Le Point* a rencontré le 22 mai à Paris, n'élude aucun sujet. Décapant.

**Le Point : Vous vous présentez comme un homme en colère. Vous décrivez une France au bord du précipice qui doit se ressaisir. D'où vous vient ce coup de sang ?**

**Édouard Philippe :**Depuis longtemps, notre exceptionnelle aptitude à nous raconter des histoires m'agace. Nous nous mentons à nous-mêmes. Et donc nous ne réglons pas nos problèmes. J'ai voulu écrire un pamphlet. Un pamphlet pour dire : si nous voulons avancer, arrêtons de nous mentir.

**Vous parlez d'impuissance publique, de renoncements politiques, de désenchantement démocratique… C'est sombre !**

Vous auriez préféré que je dise que tout va bien ? Je ne cherche pas à être pessimiste, je pense que nous vivons une situation difficile, mais je sais que nous disposons d'énormes atouts. Je l'explique dans le livre : les raisons d'être sombre et d'être inquiet en France sont nombreuses, mais, partout dans le pays, il y a de l'énergie, des pépites, une capacité de rebond. Si vous ne dites pas lucidement ce qui ne va pas, alors vous réduisez considérablement les chances de réparer ce qui doit l'être.

**Est-ce qu'on peut aujourd'hui considérer qu'on doit simplifier l'État sans passer pour un populiste ?**

Oui. Notre État n'est pas suffisamment agile. Il est rigide quand il devrait être souple, et faible quand il devrait être fort. Je sais combien l'État est important dans notre pays, dans notre Histoire. Je me souviens que le Général disait : « Rien n'importe autant que d'assurer, quoi qu'il arrive, la légitimité de l'État. » Mais, justement, il faut être exigeant avec l'État. Et lucide. Il ne va pas bien.

**Vous ne désignez nommément aucun responsable de cette situation. Sommes-nous tous coupables ?**

Nous ne sommes pas suffisamment conscients de ce que nous vivons, et nous aimons nous présenter la réalité d'une façon qui nous plaît, plutôt que de nous confronter à ce qu'elle est vraiment. Il ne s'agit pas d'accuser tel ou tel. Nous errons tous dans ce méandre : les responsables politiques, la presse, les Français. Dans bien des domaines, nous refusons de voir la réalité. Et ces belles histoires que nous nous racontons nous empêchent d'agir. Regardons le monde tel qu'il est et prenons les bonnes décisions.

**Pourquoi ne pas avoir titré ce livre « Et si Macron avait été courageux » ?**

Ce n'est pas mon état d'esprit. Ce que j'ai accompli avec lui entre 2017 et 2020 n'avait rien de simple. Le projet de réforme des retraites était courageux, supprimer le statut de la SNCF n'était pas facile, changer le Code du travail, réduire les emplois aidés, favoriser l'investissement étranger, baisser le chômage tout en réduisant le déficit… Vous l'avez peut-être oublié, mais il y a eu des manifestations, des violences, ça a demandé de l'engagement.

**Vous aviez dit dans notre journal que votre programme serait « massif ». Est-ce à dire que vous préparez un projet de rupture ?**

Sur les éléments qui me paraissent prioritaires : l'école, le modèle social et son financement, la réforme de l'État, la justice, je proposerai une transformation massive aux Français. Je dirai ce qui me paraît nécessaire pour le pays, et ils choisiront.

**Toute réforme ne finit-elle pas par mettre le pays à feu et à sang ?**

Non, je ne le crois pas du tout. Vous pensez que le pays finirait à feu et à sang si on garantissait enfin le financement de la dépendance dans vingt ans ? Et pour calmer tout le monde, qu'il suffirait de promettre aux Français de travailler moins ? Moi je pense qu'on peut montrer les choses telles qu'elles sont et proposer des solutions qui intègrent une dimension de justice et d'efforts partagés.

**Vous analysez cliniquement le choc démographique à venir sur notre système de retraite par répartition. Vous dites qu'il est condamné à évoluer et qu'il va falloir adapter notre politique migratoire…**

Notre pays va affronter un double choc démographique : le vieillissement et la dénatalité. Si on veut conserver un système de retraite avec un socle par répartition, il va falloir travailler plus – ça peut être en étant plus nombreux, ça peut être plus longtemps – et il faudra en plus ajouter un étage de capitalisation collective et obligatoire. Il faudra ensuite faire face à la menace d'une réduction de notre population active : c'est ce que vivent l'Italie et l'Allemagne. Nous aurons besoin de plus d'ingénieurs, de personnel soignant, et une partie de ce surplus de travailleurs viendra d'autres pays que la France.

**Vous pensez vraiment pouvoir gagner une présidentielle avec ces vérités ?**

Vous préféreriez qu'il faille mentir ? Je pense qu'on peut gagner la présidentielle en disant la vérité. Sinon, je ferais autre chose. La vérité n'est pas toujours sexy mais je cite souvent Charles Péguy : « Il faut toujours dire ce que l'on voit ; surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit. » Si on ne dit pas ce qu'on voit, on peut toujours continuer à se raconter des histoires.

**Sur les questions de démocratie, vous défendez la verticalité, le cumul des mandats, et vous prenez position contre la proportionnelle et le culte de la transparence. Vous allez vraiment à rebours de l'époque…**

Dans une démocratie, on a besoin de gens qui sont élus, et on a besoin de chefs qui prennent des décisions. Si les villes se transforment, c'est parce qu'il y a des maires qui ont beaucoup de pouvoirs, et s'ils ne les avaient pas, ils ne changeraient pas leur ville. Évidemment, ils doivent être contrôlés ! Évidemment, ils doivent respecter la loi ! Il faut assumer l'idée que, oui, on a besoin de verticalité. Je suis très démocrate et très républicain, mais 1958 n'est pas arrivé par l'horizontalité ! C'est arrivé avec quelqu'un qui disait : « Voilà ma vision. Je charge le gouvernement d'utiliser tous les moyens fournis par la Constitution pour redresser le pays. » Si on veut redresser le pays, il faut quand même assumer le fait qu'il y a des décisions à mettre en œuvre.

**Vous écrivez : « Équilibrez votre budget et vous serez traité d'ultralibéral »… Libéral, c'est devenu un gros mot ?**

Ça ne l'a jamais été pour moi. Mais le mot est souvent utilisé bizarrement dans notre monde politique. D'abord parce que les gens qui se proclament libéraux sont souvent libéraux en matière économique et conservateurs en matière sociétale.

**Et vous ?**

Moi, j'aime la liberté.

**À propos de libéralisme sociétal, on vous sent parfois flottant sur le sujet du voile…**

Je ne confonds jamais la lucidité avec le simplisme. Je ne crois pas que la fermeté se démontre par des postures et des surenchères permanentes sur les chaînes info. Commençons déjà par appliquer la loi sur l'interdiction du voile intégral dans l'espace public. J'ai été en 2004 favorable à la loi interdisant le port d'insignes religieux à l'école. Je suis tout à fait convaincu qu'il est utile d'interdire le voile dans les compétitions sportives officielles parce que seuls le maillot et le mérite doivent être distingués à cette occasion. Je suis certain qu'il existe des lieux et des circonstances où la stricte neutralité est indispensable : personne, par exemple, ne comprendrait qu'une avocate qui plaide porte un voile ou que son confrère porte une kippa. Mais je suis très ferme aussi sur l'idée qu'il serait dangereux pour notre communauté nationale de créer un droit spécifique pour une religion, et je ne crois pas que la laïcité impose la négation totale de la liberté religieuse dans l'espace public.

**Un rapport du ministère de l'Intérieur décrit l'influence grandissante des Frères musulmans en France. La bataille culturelle sera un sujet de la présidentielle ?**

Lutter fermement contre tout groupement déterminé à saper les fondements de la République est aussi légitime qu'indispensable. Un certain nombre de pays musulmans ont même considéré que les Frères musulmans constituaient une menace contre l'État et les ont interdits. Je prône une absolue détermination contre l'islamisme, mais je rappelle que ce genre de solution ne suffira jamais. Pour combattre le séparatisme, il nous faudra aussi des éducateurs, du soutien scolaire, des gardiens d'immeuble. Notre communauté nationale doit être capable de désigner l'ennemi commun, sans recourir à la défiance générale contre une religion qui finira en guerre civile, froide ou chaude… Le débat autour de la question culturelle et identitaire est ancien. Il va continuer. Il ne me pose aucun problème. Mais il n'est pas le seul débat important pour notre pays.

**La question de la défense est revenue au premier plan. Faudra-t-il rebâtir notre modèle de défense en même temps que notre modèle social ?**

Je suis convaincu que notre pays doit avoir les idées claires en la matière. Il faut un examen précis des menaces et ne pas se raconter de blagues. Beaucoup de Français pensent être en sécurité parce que nos frontières immédiates nous séparent d'États avec lesquels nous sommes amis. L'Europe pacifiée et la dissuasion nucléaire garantiraient en quelque sorte la paix et la sécurité de la France. C'est un peu court. À l'Est, la Russie et la Turquie, dans des registres certes différents, affirment avec une grande fermeté une ambition de puissance. Il s'agit pour ces deux anciens empires de reprendre la place et l'influence dont, estiment-ils, les démocraties occidentales les ont privés.

C'est explicite chez Poutine, et c'est également réel chez Erdogan. Au sud de la Méditerranée, nous avons des États qui ne sont pas des ennemis, mais dont la situation, le positionnement et la stabilité pèsent sur notre sécurité à long terme. Je pense à l'Égypte, à la Libye, à la Tunisie, et évidemment à l'Algérie… Et au sud de ces pays-là, aux États d'Afrique subsaharienne qui s'effondrent et laissent des espaces à des puissances qui ne sont pas nos amies. Nous devons adapter en permanence notre défense aux nouvelles menaces.

**Parmi les grands bouleversements du monde, il y a aussi l'intelligence artificielle…**

C'est un sujet passionnant sur lequel je travaille beaucoup, j'y reviendrai bientôt. C'est notamment vrai en matière de santé. Sur ce sujet, il me semble qu'il n'y a pas de déni, tout le monde sent que l'IA va changer la donne, même si personne ne mesure très bien la vitesse d'impact. Ce n'est pas du déni, c'est de l'ignorance… que je partage. J'ai entendu Éric Zemmour dire récemment qu'on n'aurait « pas besoin d'immigration parce qu'il

y a l'IA ». Je pense que c'est complètement faux. L'IA va commencer par bousculer des choses dans des métiers où l'immigration est relativement faible, et probablement assez bien acceptée d'ailleurs. Il faudra toujours des gens dans les métiers du soin et de la dépendance.

**Sujet qui n'est que peu abordé dans votre livre, l'écologie. Ne doit-on pas admettre l'échec d'une conception bureaucratique de l'écologie qui aura surtout suscité une grande défiance ?**

Je partage ce constat, et il m'inquiète. La méthode retenue jusqu'à présent n'est sans doute pas la bonne. Mais je serai toujours reconnaissant à ceux qui ont fait en sorte que cette question de l'écologie devienne visible et ne soit pas ensevelie par le déni. Je continuerai à « brûler un cierge » à Jared Diamond, l'auteur d'*Effondrement,* et aux intellectuels qui ont dit : attention, il y a un sujet, on vit dans un monde avec des ressources finies et nos choix mettent en danger la planète, peut-être de façon irréversible. Comme je serai toujours reconnaissant envers ceux qui ont doté la France d'une industrie nucléaire hors du commun. La question écologique demeure, mais je ne l'opposerai jamais à la question de la puissance et à la sauvegarde de notre industrie. Ce sera un vrai sujet de campagne.

**Qu'est-ce qui vous manque aujourd'hui pour être le futur président ?**

Je me prépare. Politiquement, techniquement, programmatiquement… Se préparer est une exigence. Ceux qui espèrent gagner sans se préparer sont dangereux.

**Y compris mentalement, intimement ?**

C'est un processus. Se préparer, ça signifie réfléchir à ce qu'est le pouvoir, comment on veut l'exercer. Ce sont des questions sérieuses. Je suis souvent frappé par la désinvolture de certains responsables politiques ou par les commentateurs quand on parle de présidentielle… comme si la seule question était de savoir s'il faut « y aller ou ne pas y aller ». L'envie ne suffit pas ! Se préparer, ça peut être ingrat mais c'est toujours nécessaire, et souvent passionnant.

**Voter Édouard Philippe, c'est voter pour le prolongement du macronisme ou pour le retour de la droite ?**

Mon objectif n'est pas de me positionner par rapport à une étiquette, par rapport à un parti, par rapport à un créneau. Moi, je veux parler de la France, m'adresser aux Français et privilégier le rassemblement.

**Quel regard portez-vous sur votre famille politique d'origine, Les Républicains ?**

J'observe ce qui se passe chez eux, comme ce qui se passe chez les autres, d'ailleurs. Mais ce qui m'intéresse, c'est le pays. Je passe beaucoup de temps à le parcourir, à écouter, à apprendre, à réfléchir, et c'est infiniment plus utile que de spéculer sur ce qui se passe dans les formations politiques. Pour le reste, comptez sur moi pour être moi-même.

**Vous aviez dit en 2019 au sujet de François-Xavier Bellamy et de sa liste aux européennes : « C'est la droite Trocadéro. » Bruno Retailleau fait partie de cette catégorie ?**

Je ne suis pas sûr qu'il y verrait une critique.

**Pour désigner le candidat au sein du bloc central, il faudra une primaire ?**

Je ne crois pas à cette histoire de primaire LR-Renaissance. Imaginez que Laurent Wauquiez gagne la primaire, vous pensez sérieusement qu'Élisabeth Borne s'estimerait tenue par le choix de Laurent Wauquiez ? Et imaginez l'inverse ! Il suffit de se poser la question pour connaître la réponse. Mon objectif, c'est donc d'être clair, de proposer un projet aux Français, de ne jamais rien faire qui rende plus difficile le rassemblement des républicains et des démocrates.

**Si l'on en croit les baromètres politiques, vous êtes populaire. À deux ans de l'élection, est-ce une chance ou un danger ?**

J'ai toujours dit que la popularité était le plus mauvais baromètre politique, et les sondages, la pire des boussoles. Mon objectif n'est pas d'être populaire ou impopulaire, mon objectif c'est de mener une campagne qui permettra de faire avancer le pays. La grande faiblesse que nous vivons en ce moment vient en partie de la

campagne de 2022, au cours de laquelle le président de la République ne s'est pas engagé sur un programme clair. Il faut tout dire avant l'élection si on veut avoir la possibilité de tout faire après.